

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 187 | Date 15-21 janvier, 2024

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 97 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE

18 janvier : Onur Selim Y., un étudiant de 20 ans qui vivait et étudiait dans la province d'Erzurum, dans le nord-est de la Turquie, est mort en se suspendant à un tuyau.

18 janvier : Abdullah Varışlı, un détenu malade de la prison d'Erzurum Oltu qui était traité pour un cancer, est mort à l'hôpital le 16 janvier 2024.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

15 janvier : Lors de la 16e foire du livre de Çukurova, l'affiche promotionnelle des publications Nergiz a été retirée sur instruction du gouverneur d'Adana, qui était troublé par leur livre "Coup d'État sur l'éducation nationale".

15 janvier : Un contenu du site web Engelliweb daté du 14 novembre 2023 et un message sur le compte X du projet EngelliWeb ont été interdits d'accès par le 4e tribunal pénal de Diyarbakır pour violation des droits de la personne.

17 janvier : Une enseignante qui aurait ciblé le "siècle de la Turquie", une promesse de campagne du président Recep Tayyip Erdoğan visant à élever la Turquie au rang de leader mondial, a été licenciée et évincée de la fonction publique par le ministère de l'éducation.

18 janvier : Le club de première division turque Başakşehir a mis fin jeudi au prêt du milieu de terrain israélien Eden Kartsev, qui a reposté un message sur les médias sociaux appelant à la libération des otages détenus par les militants du Hamas.

18 janvier : Un tribunal de la province de Diyarbakır, dans le sud-est de la Turquie, a décidé de maintenir en prison une journaliste kurde, Dicle Müftüoğlu, co-présidente de l'Association des journalistes de Dicle Fırat et rédactrice de l'agence de presse Mezopotamya, qui avait été arrêtée en mai pour des accusations liées au terrorisme.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

15 janvier : Les procureurs turcs n'ont trouvé aucun motif d'enquêter sur le radiodiffuseur public Turkish Radio and Television (TRT) pour avoir diffusé une interview du frère d'Osman Öcalan, le leader emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), à l'approche d'une élection cruciale à Istanbul en 2019, bien que l'homme ait été recherché par la Turquie pour des accusations de terrorisme.

16 janvier : Un tribunal d'Istanbul a prononcé une peine de prison de deux ans et demi à l'encontre d'un fils du président somalien impliqué dans un accident de voiture mortel en Turquie en novembre, mais l'a convertie en une amende de 27 300 TL (906 \$).

19 janvier : La Cour constitutionnelle de Turquie a reçu près de 220 000 requêtes individuelles au cours des deux dernières années de la part de personnes qui affirment avoir été victimes de violations des droits, ce qui constitue un nouveau signe de la détérioration de la situation des droits de l'homme dans le pays.

MINORITÉ KURDE

15 janvier : Un procureur turc a demandé le maintien en détention provisoire de Gültan Kışanak, une femme politique kurde et l'ancienne co-maire de Diyarbakır qui est derrière les barreaux pour des accusations liées au terrorisme depuis octobre 2016.

16 janvier : La police turque a effectué mardi des descentes dans 28 provinces et a arrêté un total de 165 personnes, dont des militants pacifistes et des membres du Parti de la démocratie et de l'égalité du peuple (DEM), pour des liens présumés avec le terrorisme.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

15 janvier : Emin Güler, un prisonnier gravement malade et handicapé à 94%, détenu à la prison de type T n°2 d'Urfa, a été transféré à la prison de type L d'Erzincan contre son gré.

17 janvier : Ferhat Günay, détenu à la prison d'Istanbul Marmara (Silivri), a été soumis à une fouille à nu et à une agression physique de la part des gardiens.

19 janvier : 21 personnes détenues à Istanbul ont été soumises à la torture et aux mauvais traitements à la Direction provinciale de la sécurité, et que Gönül Karaman et son père ont été soumis à la violence physique des officiers de police alors qu'ils étaient détenus lors d'une descente à domicile et que leurs déclarations ont été tentées d'être prises sans être enregistrées.